

MER DE CHINE MÉRIDIONALE : INTÉRÊTS PERSONNELS EN ÉBULLITION ET TENSIONS TENACES

CHARLY HURIER &
EMMA ROLLAND DE RENGERVÉ
12 DÉCEMBRE 2023



Crédit photo : Les porte-avions américains USS Ronald Reagan et USS Nimitz patrouillent en formation en mer de Chine du Sud, le 6 juillet 2020. (Source : [APNEWS](#))

DEFINSEEC.COM

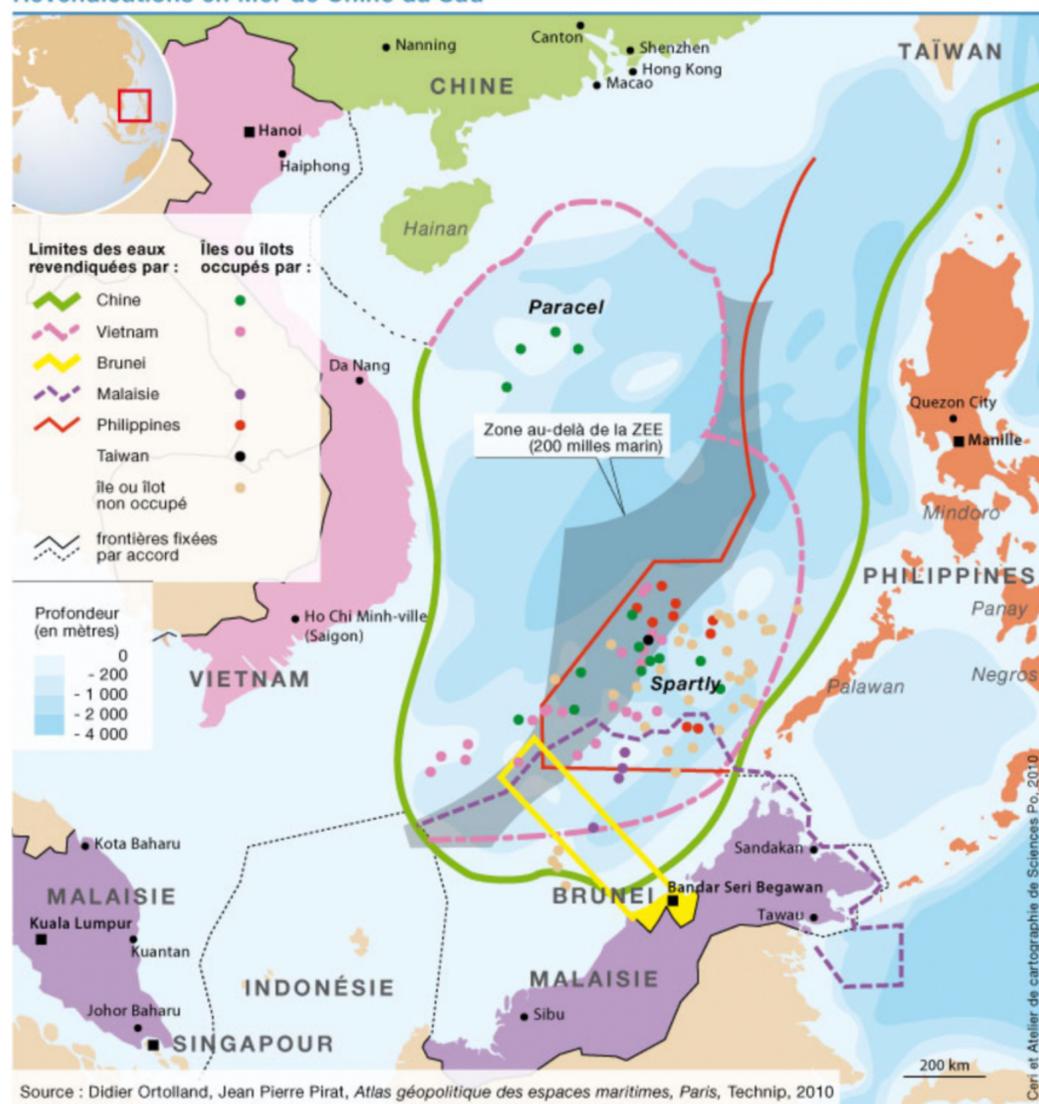
DEFINSEEC@GMAIL.COM

07 83 51 70 94

La mer de Chine, une zone convoitée pour ses ressources naturelles

La mer de Chine méridionale constitue un couloir de navigation stratégique partiellement fermé, s'étendant sur une superficie d'environ 800 000 kilomètres carrés, dont 90 % des frontières sont délimitées par des terres appartenant à des pays tels que la Chine, le Vietnam, le Cambodge, les Philippines, l'Indonésie, Singapour, la Malaisie, le Brunei, la Thaïlande et Taiwan. Certains des pays cités revendiquent de nombreuses îles et atolls de la région ainsi que leurs ressources, leurs atouts géographiques et leurs proximités des routes navigables pour le commerce. La mer de Chine constitue une liaison directe entre l'océan Indien et la mer de Chine orientale, opérant par le biais du détroit de Malacca, qui demeure l'une des routes maritimes les plus fréquentées à l'échelle mondiale. Pour chiffrer cela, il faut savoir que chaque année, des biens d'une valeur supérieure à 5 000 milliards de dollars passent par ces eaux. Il s'agit d'un canal maritime fondamental qui connecte les nations, facilite le commerce international et qui, à l'heure actuelle, permet à des puissances de s'installer dans la région à des fins militaro-stratégiques.

Revendications en Mer de Chine du Sud



La mer de Chine, l'une des zones les plus contestées au monde, suscite de nombreuses revendications concernant la souveraineté de ses îles. Ces îles, renommées pour leurs magnifiques récifs et leurs vastes richesses économiques, comprennent les îles Paracels, situées entre le Hainan chinois et la côte vietnamienne, les îles Spratleys, qui s'étendent entre l'île philippine de Palawan, Bornéo et le Sud-Vietnam, ainsi que les récifs Louisa. Les bancs de Macclesfield et de Rifleman, ainsi que l'atoll de Scarborough, font également partie de cette région disputée.

Ces îles ont plusieurs fois marqué l'actualité. Car oui, l'accès aux ressources est fortement surveillé par le géant chinois. Ce fut le cas par exemple en mai 2014, lorsque la flotte chinoise a empêché violemment un équipage vietnamien de procéder à des forages près des îles Triton.

En 2012, des différends entre Manille et Pékin ont surgi au sujet de l'atoll de Scarborough. Les deux nations se livraient déjà depuis un certain temps, à des actes d'interception de bateaux de pêche, déclenchant ainsi une mobilisation militaire dans les deux pays. De plus, des patrouilleurs chinois ont plusieurs fois procédé à la coupe de câbles installés par les Vietnamiens dans le but de réaliser des forages en eaux profondes, entre 2007 et 2011. Les richesses marines adjacentes à ces îles sont donc d'une importance incommensurable pour les nations qui les détiennent. De surcroît, elles sont sources de tensions et de convoitises.



En effet, la Mer de Chine regorge de nombreuses ressources naturelles, principalement autour des archipels des Paracels et des Spratleys, mettant en péril l'économie de la région. En plus du phosphate, que l'on retrouve en quantité importante, il existe de nombreuses réserves d'hydrocarbures dans cette région côtière.

Selon les estimations, la zone regroupe 25 000 milliards de mètres cubes de gaz naturel, ce qui représente 13,4 % des réserves mondiales. Cependant, en raison de l'instabilité politique régionale, ces ressources demeurent hypothétiques. Le contrôle de ces dernières engendre forcément d'immenses richesses dans les domaines alimentaires, minéraux, et en hydrocarbures pour le pays qui les revendique. Les estimations, bien que sujettes à des variations, suggèrent la présence d'environ 10 milliards de tonnes de pétrole et plus d'un trillion de tonnes de gaz naturel dans la seule zone des îles Spratley. Les importations de pétrole de la Chine ayant considérablement augmenté et étant le premier consommateur mondial d'énergie, le contrôle sans restriction de ces vastes richesses représenterait un atout économique et stratégique.

Droit et conflictualités en mer de Chine méridionale

L'Occident et plus spécifiquement, les États-Unis, jouent le rôle de contrepoids à l'expansionnisme chinois et exercent la liberté de navigation dans la mer de Chine méridionale. De surcroît, ces puissances font valoir le droit international dans la région. Face aux revendications de la Chine, des nations voisines telles que le Viêt Nam, la Malaisie et les Philippines, cherchent à maintenir la dimension internationale de ces eaux pour garantir la libre circulation commerciale et contenir l'expansionnisme de Pékin.

Au regard du droit maritime, l'opération "Liberté de navigation" des États-Unis consiste à déployer des navires de guerre dans les zones revendiquées par la Chine, même si Washington n'est pas signataire de la CNUDM. Le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, connu sous le nom de "la Quad", composé des États-Unis, de l'Inde, de l'Australie et du Japon, analyse stratégiquement la montée en puissance chinoise dans la région Indo-Pacifique. Les rivaux régionaux de la Chine soutiennent également la liberté de navigation en mer de Chine. L'objectif des États-Unis est de préserver leur influence maritime et celle de leurs alliés face au monopole chinois. Par ailleurs, Pékin qualifie l'activité navale américaine de provocation et de "violation de la souveraineté chinoise", compromettant, selon son porte-parole Geng Shuang en 2019, la paix, la sécurité et l'ordre dans la région. En réponse, la Chine a commencé des exercices militaires sur le territoire en avril 2021, et ses garde-côtes sont armés depuis février 2021, montrant un non respect du droit international.



Selon la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de Montego Bay, le CNUDM de 1982, "un État côtier exerce sa souveraineté sur les eaux territoriales dans un rayon de 12 miles et possède une Zone Économique Exclusive (ZEE) sur 200 miles".

Cette ZEE confère, pour revenir sur ce sujet, des droits souverains pour l'exploration, l'exploitation, la gestion et la conservation des ressources. Ainsi, les revendications territoriales se multiplient pour contrôler le plus de ressources possibles en mer de Chine méridionale.

En 2009, la Chine revendiquait 80 % de la zone maritime en se basant sur des droits historiques, les expéditions de Zheng He du XV^{ème} siècle, et une carte surnommée la "ligne en neuf traits" à l'ONU. En janvier 2013, les Philippines ont porté plainte contre ces revendications excessives de Pékin basées sur cette fameuse ligne aux neuf points. Cependant, en décembre 2014, la Chine a rejeté la juridiction du tribunal d'arbitrage, toujours persuadée d'être dans son droit. Le 12 juillet 2016, la Cour permanente d'arbitrage a statué que la Chine n'avait "aucune base légale" pour revendiquer des droits historiques sur les ressources maritimes de la mer de Chine du Sud, spécifiquement basé sur la zone de la "ligne des neuf traits" couvrant 90 % de cette mer. Seulement, Pékin refusa de se soumettre à cette décision, faisant que aujourd'hui, les îlots inhabités de la mer de Chine sont au centre de l'actualité.

L'aspect stratégique-militaire

Les 3,5 millions de kilomètres carrés de la mer de Chine méridionale sont devenus d'années en années le théâtre de rivalités territoriales, représentant un enjeu stratégique-militaire d'une grande complexité. Au cœur de cette saga maritime se trouvent des revendications territoriales concurrentes, la construction d'îles artificielles, une présence militaire croissante, des escarmouches potentielles et une rivalité géopolitique entre la Chine et les États-Unis.

Dans un premier temps, les revendications territoriales en mer de Chine méridionale ont des racines historiques, mais ces dernières années, elles ont pris une nouvelle tournure. La Chine, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, le Japon et d'autres États voisins se disputent la souveraineté sur des zones riches en ressources naturelles, générant des frictions persistantes. Ces différends ont souvent dégénéré en escarmouches maritimes, avec des implications stratégiques importantes. De ce fait, la Chine a décidé d'adopter une stratégie audacieuse en transformant des récifs et des atolls en bases militaires via la construction d'îles artificielles. Cette militarisation de la mer de Chine méridionale a créé des préoccupations quant à la stabilité régionale et a été vivement critiquée par la communauté internationale. Les implications de cette transformation vont au-delà des considérations territoriales, avec des répercussions majeures sur l'équilibre des pouvoirs en Asie. La Chine tente alors d'imposer sa supériorité à toute l'Asie de l'Est par le biais de sa puissance militaire sans égale dans la région, forçant les autres pays à se préparer militairement également, et "obligeant" indirectement l'Occident à se joindre à la partie.



Et effectivement, face à cette militarisation, les États-Unis ont maintenu une forte présence militaire dans la région, exprimant leur engagement envers la liberté de navigation. Cette présence américaine a exacerbé les tensions, transformant la mer de Chine méridionale en un champ de bataille géopolitique entre deux superpuissances mondiales. Les risques d'escalade militaire et les répercussions mondiales de cette rivalité sont considérables. Mais les États-Unis ne sont pas les seuls dans la région. L'Australie a également son mot à dire tout comme la France. Une lettre d'intention portant sur "la sécurisation juridique des différents partenariats opérationnels et des activités" a d'ores et déjà été signée entre l'hexagone et les Philippines. L'objectif de celle-ci est de permettre la création d'une interopérabilité et de l'intimité stratégique entre les deux armées en augmentant par exemple la fréquence des escales navales et des déploiements aériens français aux Philippines.

Les différends territoriaux ont déjà déclenché des escarmouches entre les forces navales des pays concernés. Ces incidents, souvent liés à des îles et récifs contestés, soulignent aussi bien la fragilité de la situation que la possibilité d'une escalade incontrôlée. La mer de Chine méridionale est devenue en quelques temps une véritable poudrière avec des implications pour la sécurité maritime mondiale. Néanmoins, même si tout portend à croire que la mer de Chine méridionale est devenue un éminent théâtre de guerre, au sein de l'ASEAN, des efforts de coopération et de diplomatie sont déployés pour résoudre pacifiquement ces problèmes diplomatiques. Si la complexité des revendications territoriales et les intérêts divergents des acteurs rendent cette coexistence difficile à atteindre, la diplomatie à l'échelle régionale reste l'outil clé pour prévenir une escalade militaire et maintenir la stabilité.

La mer de Chine méridionale incarne dès lors un enjeu stratégique-militaire aux multiples dimensions. Au-delà des revendications territoriales, elle est devenue le théâtre d'une rivalité géopolitique majeure, avec des implications pour la sécurité maritime mondiale, le commerce international et les équilibres géopolitiques planétaires. La complexité de cette situation nécessite une approche équilibrée et coopérative pour éviter les écueils dangereux d'une confrontation militaire. La communauté internationale doit rester vigilante et encourager des solutions pacifiques afin de garantir la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale.

La Présence Occidentale en mer de Chine

Historiquement, les États-Unis ont toujours trouvé un grand intérêt à se placer en mer de Chine. En effet, l'enjeu stratégique de la région est indéniable, comme en témoignent le réengagement progressif des États-Unis, le déploiement de leurs troupes vers Guam et leur présence étendue jusqu'en Australie. Cette zone maritime se trouve être un foyer d'activité intense, où les relations bilatérales et multilatérales ont été fragilisées en raison de multiples conflits. En dépit de l'adoption en 2009 d'un programme en faveur de la paix par les pays riverains, celui-ci est rapidement éclipsé le 8 mars de la même année par l'incident naval près de Hainan, opposant les forces chinoises aux navires américains.



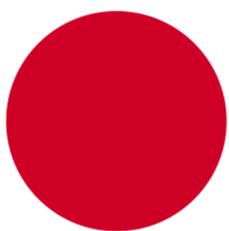
MER DE CHINE MÉRIDIONALE : INTÉRÊTS PERSONNELS EN ÉBULLITION ET TENSIONS TENACES

Du point de vue de Washington, le développement d'une marine en haute mer chinoise signifie une nouvelle capacité de projection pour Pékin. Par ailleurs, le déplacement des actions de piraterie du détroit de Malacca vers la mer de Chine méridionale, avec plus de 70 incidents répertoriés, constitue une menace réelle pour la sécurité maritime et la libre circulation en haute mer, et révèle encore la composante stratégique de la zone. Autant de nouveaux défis qui ont conduit les Etats-Unis à réinvestir l'espace et à endosser à nouveau l'habit du gendarme régional, au nom de la protection de la liberté de circulation et des pays de la région. Pour rappel, en août 2020, dans un contexte où les Etats-Unis sont de plus en plus présents dans une mer considérée comme acquise par la Chine, la communauté internationale, elle, peine à s'imposer face à Pékin qui multiplie les manœuvres militaires.

En effet, l'escalade avait franchi quatre paliers en soixante-douze heures avec le survol de la mer de Bohai, se situant au nord-est de la Chine, par un avion-espion U-2, américain. Cette initiative risquée de Washington, voulait montrer la capacité de projection américaine près de Pékin. La Chine avait décrété la zone comme « no-flight zone » et donc interdite aux aéronefs. En plus de posséder un certain nombre de bases militaires dans la région, les Etats-Unis possèdent le soutien de précieux alliés tels que le Japon, les Philippines ou encore l'Australie. S'assurer un soutien et une facilité de projection permet à Washington de conserver leur place de leader ainsi que de montrer leur supériorité face à la Chine.



Avec le soutien des États-Unis, une autre puissance occidentale est en vogue dans la région, la France. En effet, les différents accords diplomatiques passés notamment avec les Philippines récemment, font de l'hexagone, un pays qui compte dans la région de la mer de Chine. Par ailleurs, la France, allié de longue date des États-Unis, se place comme un défenseur de l'intégrité territoriale des pays revendicateurs. Un frein de plus pour la Chine, déjà bien ennuyée avec la présence américaine.



Zoom : Japon

Zoom sur un Japon au coeur des tensions

Le Japon est un archipel situé dans l'est de l'Asie, composé de quatre grandes îles principales : Honshu, Hokkaido, Kyushu et Shikoku, ainsi que de nombreuses petites îles. Sa position géographique en fait un pays insulaire entouré par l'océan Pacifique à l'est, la mer du Japon à l'ouest, et la mer de Chine orientale au sud. Le Japon partage des relations étroites avec ses voisins en Asie. À l'est, le Japon entretient des liens importants avec les États-Unis, en raison de la présence de bases militaires américaines dans le pays et de l'alliance stratégique entre les deux nations. Les relations économiques entre le Japon et la Chine, situées au sud-ouest, revêtent également une grande importance, bien que des tensions subsistent en raison de différends territoriaux.



Globalement, le Japon occupe une place centrale dans la dynamique géopolitique de la région, en tant que puissance économique majeure et acteur diplomatique influent. Ses relations avec les pays voisins jouent un rôle crucial dans le contexte régional et international.

Dans un rapport de 2020 intitulé *Free and open Indo-Pacific strategy*, « *Japan Diplomatic Bluebook* », le Japon affirme que, malgré les nombreuses manœuvres militaires de la Chine, il mettra tout en place pour utiliser dans un premier temps les voies diplomatiques pour « *favoriser un espace stable et prospère* » tout en contrecarrant l'influence de la Chine. Malgré cela, le Japon tente de se réarmer massivement et de tourner le dos à sa politique pacifique observée depuis 1945. Il se place ainsi en première ligne face à la Chine, aux côtés des États-Unis.

Des exercices militaires avaient été réalisés en 2021 témoignant d'une coopération militaire accrue dans l'Archipel avec les nations européennes et les États-Unis, face à la montée en puissance de la Chine. En effet, le gouvernement japonais a mené des séries de simulations pour évaluer si les capacités de défense de l'archipel étaient adéquates pour garantir sa sécurité en mer de Chine. Selon ses conclusions, le Japon doit renforcer ses capacités dans certains domaines clés, tels que la capacité de répondre à une attaque.

De manière évidente, l'acteur principal de ces tensions en mer de Chine qui ne cesse de s'éterniser depuis de nombreuses années est la Chine, mais le Japon, grand allié des États-Unis, cherche lui aussi à défendre ses intérêts. En octobre 2023, le Japon a exprimé ses inquiétudes face aux actions de Pékin, entraînant une augmentation des tensions dans la région, y compris les actions dangereuses qui ont conduit à la collision entre un navire chinois et un navire philippin en octobre 2023.

Le Japon exprime une forte opposition à toute initiative unilatérale visant à modifier le statu quo par la force en ce qui concerne les questions en mer de Chine méridionale. Cette position est conforme à une déclaration conjointe avec les Philippines de février 2023. Le Japon soutient les protestations de longue date des Philippines contre les revendications illégales, la militarisation et les actions coercitives dans la région.

Il insiste sur la nécessité de respecter l'État de droit dans les espaces maritimes et plaide en faveur d'une résolution pacifique des différends conformément au droit international.

D'après l'Ambassade du Japon, « *Afin de protéger à l'avenir des espaces maritimes libres, ouverts et pacifiés, le Japon continuera de collaborer avec les membres de l'ASEAN, les États-Unis ainsi que l'ensemble de la communauté internationale.* ». Le Japon ne semble pas vouloir faire preuve d'une attitude offensive envers la Chine. Néanmoins, Tokyo compte bien défendre ses intérêts et prendre parti pour les États Unis si les tensions venaient à augmenter.



Zoom : Thaïlande

La Thaïlande est un pays se trouvant dans une position délicate vis-à-vis de toutes les tensions en mer de Chine méridionale. On sait maintenant que cette même mer présente des enjeux territoriaux et géopolitiques complexes qui mettent en lumière la position délicate de Bangkok dans cette région cruciale. Mais alors où en est la Thaïlande dans les domaines de la diplomatie, de la sécurité et du droit international au sein de cet espace ? Comment Bangkok gère-t-il la sécurité maritime, les partenariats économiques stratégiques et les relations délicates avec l'amas de grandes puissances présentes sur ce territoire ?

La Thaïlande est entourée par les détroits de Malacca et de Singapour. Le pays reconnaît donc la primauté de la sécurité maritime dans son agenda diplomatique. Il a d'ailleurs fait de la sécurité un point important de sa politique internationale. Bangkok a d'ores et déjà entamé des discussions avec les grandes puissances occidentales comme les Etats-Unis afin de s'unir pour lutter contre le monopole chinois. Cette entente de longue date s'illustre dans le cadre de l'exercice Cobra Gold où les principaux alliés asiatiques de Washington se retrouvent en Thaïlande afin de prendre part à des exercices militaires communs. La Thaïlande est située au carrefour des influences sino-américaines et se doit donc de maintenir un équilibre délicat. Visiblement, la Thaïlande est un allié traditionnel des États-Unis, mais le pays a aussi développé des liens économiques stratégiques avec la Chine. Évitant une prise de position catégorique, elle sert de médiateur potentiel entre les grandes puissances, cherchant à préserver ses intérêts nationaux dans un contexte géopolitique complexe.



La Thaïlande, en tant qu'acteur économique majeur en Asie du Sud-Est, a tissé des liens étroits avec la Chine. Des projets d'infrastructures, tels que le corridor économique Chine-Thaïlande, soulignent cette coopération croissante. Tous comme le projet de la construction d'un pont terrestre, dans le but de court-circuiter le détroit de Malacca et ainsi, améliorer de manière considérable son influence économique et commerciale. Cependant, la Thaïlande doit gérer délicatement les enjeux énergétiques liés aux ressources marines en mer de Chine méridionale pour maintenir un équilibre entre ses partenariats économiques et sa neutralité diplomatique.

En tant que membre clé de l'ASEAN, la Thaïlande s'engage activement dans la diplomatie régionale. L'ASEAN offre un forum où la Thaïlande plaide pour la résolution pacifique des conflits en mer de Chine méridionale, en favorisant le dialogue multilatéral. Plutôt que de clairement prendre part pour un parti précis, Bangkok veut certes prendre part aux discussions, mais ne cherche pas à s'impliquer de manière brutale, en utilisant la force militaire. Non seulement cela n'aurait pas davantage militaire pour le pays, mais il encourrait de plus des dégâts considérables. La Thaïlande, anticipant les défis futurs, adopte une approche prudente et diplomatique. Elle favorise la résolution pacifique des différends, encourageant la coopération régionale pour garantir la stabilité. Consciente des dynamiques complexes, la Thaïlande continuera à jouer un rôle diplomatique central dans la recherche de solutions pragmatiques à mesure que la situation évolue.

La diplomatie thaïlandaise en mer de Chine méridionale se dessine donc comme un art subtil de la négociation. La Thaïlande, en équilibrant sécurité maritime, coopération économique et géopolitique délicate, se positionne comme un acteur clé dans la promotion de la stabilité régionale. Dans un contexte géopolitique mouvant, la Thaïlande, par sa diplomatie réfléchie, contribue à l'architecture de la paix en mer de Chine méridionale. Le pays est un des seuls à adopter cette politique pacifique. La Malaisie, le Brunei, les Philippines, l'Indonésie et tous les autres pays revendiquant leurs terres sont aux antipodes de la pensée thaïlandaise. Le pays est donc l'un des seuls à pouvoir jouer le rôle de médiateur tant l'implication de ses voisins dans la zone est importante.



5 juillet 2022, le premier ministre thaïlandais Prayut Chan-O-Cha (R) saluant le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi.
HANDOUT / ROYAL THAI GOVERNMENT / AFP



Zoom : Vietnam

Historiquement, le Vietnam et la Chine ont toujours entretenu des relations difficiles dans le cadre des revendications en Mer de Chine méridionale. Sur le plan géographique, le Vietnam utilise régulièrement l'argument de la proximité territoriale pour étayer ses revendications sur les archipels des Paracels et des Spratleys. Néanmoins, les Paracels sont à peu près à égale distance des côtes vietnamiennes et chinoises (île du Hainan). Quant aux Spratleys, elles sont à un tiers de la distance entre les Philippines et le Vietnam. On voit bien ici que le positionnement géographique des îles est un argument ténu pour le Vietnam et qu'il ne peut en aucun cas être utilisé face aux revendications de la Chine sur les Paracels ou des Philippines, voire de la Malaisie, sur les Spratleys.

Sur le plan juridique, le Vietnam s'est toujours appuyé sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, qu'elle a ratifiée le 24 juillet 1994, soit deux ans avant la Chine (7 juin 1996). Fort des principes du droit international maritime, Hanoi réclame une ZEE de 200 miles marins, en précisant que celle-ci s'étend à partir des archipels vietnamiens (Paracelset Spratley), sans en préciser le tracé. En réalité, en ne précisant pas les coordonnées des lignes de base continentales et archipélagiques à partir desquelles on mesure l'étendue de la ZEE, Hanoi peut ainsi étendre ses revendications toujours plus profondément en mer de Chine méridionale. C'est ce manque volontaire d'informations de la part du Vietnam qui a entraîné les contentieux notamment avec Pékin.

L'accélération de l'escalade entre le Vietnam et la Chine se remarque surtout à partir de 2012. En février de cette même année, onze pêcheurs vietnamiens sont arrêtés par la marine chinoise non loin des côtes des îles Paracels. A partir de cet incident, la Chine, qui commence alors à assumer son monopole dans la région, va être perçue comme la bête noire par les autres pays frontaliers à la mer de Chine.



Un tiers du trafic maritime mondial transite par la mer, semi-fermée, de Chine méridionale.

(Infographie BIG)

D'un point de vue stratégique et militaire, le Vietnam compte comme alliés des pays qui comptent dans la région comme les Philippines, la Thaïlande ou encore Singapour. Mais son plus gros allié reste avant tout les Etats-Unis. Hanoi et Washington entretiennent de bonnes relations diplomatiques. Néanmoins, ce rapprochement n'est pas là pour faire plaisir à Pékin qui doit d'un côté s'occuper des éventuels soucis de partage avec le Vietnam et de l'autre de la montée grandissante de l'intérêt américain dans la région.

Hanoi n'est donc pas là pour jouer les diplomates, mais compte bien récupérer ce qu'il considère comme son dû. Les enjeux sont de taille pour le pays, car, comme souligné précédemment, la zone concernée regorge de ressources naturelles multiples qui sont donc revendiquées par les deux puissances. Le fait que Hanoi s'entoure de puissances occidentales montre non seulement que la Chine impressionne dans la région, mais également la volonté des plus petits pays d'émerger et de s'affirmer comme puissances régionales.



Le Vietnam s'impose comme étant un pays pionnier dans les revendications territoriales en mer de Chine et se place presque, aux côtés des Philippines, comme un porte-parole anti-chinois, les deux pays ayant le plus de revendications à leurs actifs. La Chine, en plus des puissances occidentales, va donc devoir prévenir une éventuelle coalition de pays revendiquants et, ne l'espérons pas, d'un passage à l'acte bien plus sérieux que ce qu'il y a déjà eu jusqu'à présent.



La mer de Chine méridionale, théâtre de nombreux litiges diplomatiques et stratégiques, témoigne d'une préoccupation grandissante. La présence occidentale, loin de rassurer l'empire de Xi Jinping, apporte un soutien important aux pays voisins dans leurs revendications territoriales. Actuellement solidement ancrée dans la région, la Chine perçoit une montée en puissance potentielle des pays limitrophes dans leur quête territoriale. Face à cette escalade persistante des tensions, le spectre d'un conflit armé devient inévitable. La nécessité actuelle réside dans la diplomatie, où les puissances occidentales telles que les États-Unis, la France, et d'autres pays comme la Thaïlande, doivent assumer le rôle de médiateurs. La diplomatie rigoureuse apparaît comme le seul moyen de rationaliser tous les partis impliqués, que ce soit à Pékin ou dans d'autres territoires. Les récents événements entre Manille et Pékin ont ravivé les discussions sur la suprématie apparente de la Chine et son monopole régional, alimentant les craintes d'une expansion incontrôlée de la Chine dans les mers de l'Asie de l'Est.

MER DE CHINE MÉRIDIONALE : INTÉRÊTS PERSONNELS EN ÉBULLITION ET TENSIONS TENACES

Sources:

- Fondation pour la recherche stratégique : Procédure d'arbitrage et montée des tensions en mer de Chine : la nécessaire consolidation du système de normes internationales, Patrick Hébrard, 2016
- Science Po centre de recherches internationales, Les Conflits en mer de Chine Méridionale, François Bafoil, 2014
- IRSEM, Différend maritime Vietnam/Chine : tensions en Mer de Chine méridionale, 2014
- Open Diplomacy, Rivalité sino-américaine : une poudrière en mer de Chine méridionale, Jocerand Duthoit, 09 avril 2021
- CAIRN, Mer de Chine méridionale : enjeux, menaces et choix stratégiques pour l'Australie et la communauté internationale, Mark Larter, Dans Revue Défense Nationale 2022/HS3 (N° Hors-série), pages 210 à 230
- Histoire geo ac-amiens, Étude de cas : La Mer de Chine : concurrences territoriales, enjeux économiques et liberté de circulation
- Le Monde Diplomatique, Tensions récurrentes en mer de Chine méridionale, 2012
- Le Monde, Nouvelles tensions sino-américaines en mer de Chine méridionale, 27 août 2020
- IRIS, Pourquoi la France doit regarder vers la mer de Chine, par Axelle Letouze Capitaine de corvette, septembre 2017
- Courrier International, Comment la Chine domine les mers, 06 février 2017
- Ambassade du Japon, Concernant la récente augmentation des tensions en mer de Chine méridionale, 23 octobre 2023
- Courrier International, La Thaïlande rêve d'un pont terrestre pour court-circuiter le détroit de Malacca, 26 novembre 2023
- Défense.gouv, Brève marine, n°221 mars 2019 GÉOPOLITIQUE DES OCÉANS
- CAIRN, Discordes en mer de Chine méridionale : les eaux troubles du Sud-Est asiatique, Ian Storey, 2014
- Ligne de Défense/Ouest France : Face à la Chine, les Philippines cherchent des soutiens: la France est désormais sur les rangs, 2023
- Conseil Québécois d'études Géopolitiques : VIETNAM-CHINE: RIVALITÉS ET REVENDICATIONS TERRITORIALES EN MER DE CHINE MÉRIDIONALE, 2015
- CAIRN, Les acteurs privés et le conflit en mer de Chine méridionale : quelques pistes de recherche, Pierre Journoud, 2015
- Le Monde, La stratégie sous-marine de la Chine en carte, 2023
- Revue Défense Nationale : Mer de Chine méridionale : enjeux, menaces et choix stratégiques pour l'Australie et la communauté internationale



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

